

SESSIONS 9 & 10

Exercice de jeu de rôle pour les négociations de PEI

Donald Hertzmark : Ressources DMP

Étude de cas : "Serrés les uns contre les autres à Lagos"

Présentation sommaire de la situation actuelle :

Dans les années 80 et au début des années 90, les différentes sociétés étatiques de services publics des pays de la CEDEAO ont expérimenté différentes approches de gestion et de propriété dans le secteur de l'énergie. Ce processus a débouché sur deux mesures concrètes : i) le Pool énergie d'Afrique de l'Ouest (PEAO) ; et ii) le Gazoduc d'Afrique de l'Ouest (GAO).

À l'heure actuelle, aucun de ces projets n'a contribué à accroître la production d'électricité à l'échelle régionale. Dans quelques années, de nouvelles capacités de production importantes d'énergie seront nécessaires afin de satisfaire la demande croissante d'énergie. Il sera nécessaire également d'assurer la réhabilitation ou le remplacement des centrales électriques existantes.

Il existe un certain nombre de questions importantes sur lesquelles les régulateurs nationaux et régionaux seront appelés à se pencher afin d'examiner les propositions relatives aux nouvelles centrales électriques dans la région. Celles-ci sont indiquées ci-après :

- les prix de l'électricité varient beaucoup, certains pays assurant le recouvrement intégral des coûts, tandis que d'autres accordent d'importantes subventions ;
- les deux seules sources régionales capables d'assurer une nouvelle capacité de production appréciable sont les hauts plateaux de Guinée (OMVG, le fleuve Niger, etc.) et les réserves de gaz du Nigeria ;
- la régulation des projets d'électricité et du transport à l'échelle régionale n'est pas encore pleinement opérationnelle, tandis que les prix du transport du gaz peuvent être fixés selon les repères acceptés au plan international ;
- par ailleurs, (et il existe toujours un pendant), le financement des centrales électriques peut être assuré par les producteurs de gaz nigériens qui s'exposent à des pénalités s'ils continuent de brûler le gaz. Ceux-ci ont un avantage par rapport aux sociétés locales ou aux consortia privés dans les autres pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Trois consortia ont présenté des propositions en vue de remédier à la pénurie imminente d'électricité. Une brève présentation de leurs propositions est indiquée ci-dessous. Chacun de ces consortia a une proposition qui vise à construire une nouvelle centrale électrique et à vendre l'énergie produite au PEAO, aux sociétés nationales, aux clients directs, aux sociétés de distribution privées ou à certaines combinaisons de ces entités. Étant donné que la situation est nouvelle pour la région, le nouveau Régulateur de l'électricité en Afrique de l'Ouest (REAO) souhaiterait avoir voix au chapitre pour les questions de passation de marchés. Par conséquent, il a fait appel à des conseillers financiers afin de l'aider à examiner les propositions :

Consortium 1 : A partir des ressources de gaz offshore dédiées, un consortium comprenant ChevronTexaco et Shell propose de construire une centrale CCGT de 500 MW au Nigeria. Environ 75 % de la production initiale sera consommée dans le pays, le reste étant exporté vers le Ghana, le Bénin et le Togo à l'aide d'une ligne à haute tension moderne. A terme, la centrale serait agrandie et sa capacité portée à 1 000 MW et utiliserait environ 150 millions de pieds cubes/jour de gaz naturel. La première phase du projet, portant sur 300 MW qui seraient produits à partir de turbines pourrait être achevée d'ici à 2005.

Consortium 2 : Une grande société d'énergie internationale, Eskom Enterprises, propose d'utiliser le gaz du GAO pour construire une nouvelle centrale d'une capacité de 300 MW au Ghana, qui exporterait l'électricité vers le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire. Eskom vendrait environ 50 millions de p. c./jour de gaz naturel à Chevron Texaco sur une base de "prendre ou payer" pendant 20 ans. Eskom veut avoir le droit de premier refus sur les prochains 50 millions de p. c./jour de gaz au sein du GAO pour l'extension de son installation de production. Elle doit obtenir le financement du projet pour construire l'usine prévue. La première phase du projet, d'une capacité de 180 MW produits à partir de turbines à combustion peut être mise en service d'ici à la mi-2007.

Consortium 3 : Aqua Investments, une nouvelle société comprenant des anciens directeurs et employés de Eskom et de Enron, propose de construire plusieurs centrales hydroélectriques en Guinée sur le fleuve Niger et sur le fleuve Gambie. La capacité totale installée au cours de la première phase (jusqu'en 2009) sera de 350 MW. Afin de faciliter le transport de l'électricité vers le Nord, l'Est et le Sud-Ouest, la société propose également une ITP, un système de transport privé qui serait construite pour desservir le Sénégal, le Mali et la Côte d'Ivoire. L'ITP est proposée en tant que projet de type "construire- exploiter-transférer" (BOOT), tandis que les stations électriques seraient un investissement de type "construire-posséder-exploiter" (BOO). Les deux projets de production et de transport nécessiteront des capitaux et des prêts qui seront accordés par les IFI. La société affirme pouvoir achever la portion ITP du projet d'ici à la fin de 2009.

Si aucune de ces options ne peut être achevée d'ici à 2008, il sera nécessaire que les marchés nationaux reçoivent au moins une production de rechange de 500 MW d'ici à la mi-2007, et 500 autres MW en 2009. Les seules solutions de rechange viables

consisteraient à construire des centrales CCGT plus petites axées sur le niveau national ou des turbines à gaz à cycle ouvert utilisant le gaz naturel au Ghana, au Togo et au Bénin ou le kérosène ou le naphte au Sénégal, en Gambie et en Côte d'Ivoire, du moins à court terme (avant 2012, date d'achèvement prévue du GAO jusqu'à Dakar). Le coût prévu du combustible liquide devrait s'élever au moins à 5-6,50/dollars/GJ, contre ~4 dollars/GJ et pour le gaz du GAO. Toutes les parties reconnaissent que le maintien du prix de l'électricité à un niveau raisonnable constitue une considération majeure pour le choix des projets, et que la plupart des marchés nationaux ne peuvent absorber une centrale CCGT d'envergure mondiale au cours des 5 à 10 prochaines années.

Les institutions financières internationales (BIRD, BAD, USAID) se sont montrées disposées à examiner un concept régional d'achat d'énergie qui serait financé par l'émission d'obligations à l'échelle régionale. Les ventes sur les marchés nationaux constituent la deuxième meilleure solution, mais elle est financièrement plus risquée.

Les négociations

Les participants seront répartis en cinq groupes, un représentant le régulateur, un deuxième représentant les conseillers financiers du régulateur, tandis que les trois autres représenteraient le Consortium 1, le Consortium 2 et le Consortium 3, respectivement.

Chacun des consortia doit soumettre au régulateur des propositions confidentielles détaillées avant la première pause-café du vendredi (10 H). Chaque consortium est censé présenter ses plans de financement détaillés aux conseillers financiers à tout moment pendant le processus. Le régulateur préparera ses premiers commentaires confidentiels et contre-propositions pendant ce temps. Chaque consortium doit se sentir libre de mettre à profit l'expérience, les compétences, l'honnêteté et la force financière ou les atouts des autres consortia à tout moment pendant le processus.

Après la pause, chaque consortium disposera de 60 minutes pour réviser sa proposition afin de préparer une "offre meilleure et finale". Cette offre doit être conforme aux prix et conditions réels que la société sera disposée à voir intégrer directement dans l'AAE. Ils présenteront l'esquisse de leurs offres au cours d'une réunion publique à laquelle pourraient participer le grand public, ainsi que le personnel d'Eskom et les reporters. Le régulateur soumettra ensuite des contre-offres aux trois groupes.

Après l'exposé, les trois consortia disposeront de 15 minutes pour préparer leurs propositions finales. Le NPL choisira un ou peut-être aucun des trois consortia.